

Acció llibertaria de Sants

Groupe libertaire du quartier de Sants (Barcelone) signataire du texte dans sa langue originale, le Catalan.



Que sommes-nous en train de vivre?

Ces derniers mois il nous a été donné de voir comment une grande partie de la population, lasse de la situation actuelle, était consciente du rôle que peuvent jouer la mobilisation et la lutte pour atteindre des objectifs politiques et économiques déterminés, dans le cas précis celui de nous débarrasser des entraves que fait peser sur ses habitants l'État espagnol. Cette conscience et la mobilisation se sont traduites ces dernières années par des grèves, des manifestations massives, des luttes dans les secteurs de l'éducation, de la santé, du logement et une multitude de conflits dans l'ensemble du champ salarial ; sans oublier tous ces conflits qui surgissent de l'aménagement urbain imposé par les nécessités des grandes entreprises, qu'il s'agisse de domaines proches, comme c'est le cas avec la Foire du téléphone mobile et avec le réaménagement de la Foire de l'Hospitalet, qui affectent directement les quartiers, ou avec de grands projets tels que celui de Barcelona World.

En atteignant ce stade où nous souffrons les conséquences les plus despotiques du capitalisme et sa misère, au vu du degré de corruption politique et financière régnant au niveau de l'État, est apparue au premier plan de l'actualité politique l'oppression culturelle et sociale vécue en Catalogne du fait de son appartenance à un État réunissant plusieurs peuples sous un mandat rance et fasciste.

Ce sentiment de ne pas être libres a débouché durant ces années de crise sur la claire volonté, pour une majorité sociale, d'obtenir l'indépendance vis à vis de l'État espagnol. Ce sentiment qu'on le veuille ou non a été dévoyé par les différentes forces politiques, que ce soient des partis comme « Convergència » ou « Esquerra » ou par des organisations politiques aussi telles que l'ANC (Assemblée Nationale de Catalogne) ou Omnium, orientées vers la création d'un nouvel État, entretenant toujours en toile de fond le projet de consulter la totalité de la population sur sa volonté politique et sur le point de savoir jusqu'où elle est disposée à aller.

Sachant que le centralisme rance dont nous parlons – qui ne présente aucune distinction entre les partis– a nié la possibilité de demander à la population ce qu'elle veut, les partis catalans ont peu à peu défini quelles sont les consignes à respecter pour obtenir l'indépendance. Ils sont parvenus à répandre le présupposé selon lequel l'indépendance signifie création d'un État catalan, plaçant l'aspect économique au dessus de tout et nous donnant à croire qu'ici on ne vole pas, qu'ici on n'exploite pas les travailleurs, qu'ici n'existent pas d'oppressions à l'égard des différentes variations culturelles.

Que veulent-ils, que voulons-nous ?

Nous voulons dire que, bien qu'il soit aberrant pour leur propre morale qu'on puisse dans leur démocratie empêcher une population de voter sur un thème au sujet duquel il est de toute évidence nécessaire de s'exprimer, nous ne pouvons nous donner pour satisfaits à l'idée que les politiciens sont disposés à nous donner la parole sous forme consultative, en vue de répondre à des questions préalablement établies par eux et clairement orientées vers un type de réponse. Nous ne pouvons pas nous contenter d'une indépendance signifiant qu'on puisse être main dans la main avec les personnes qui depuis des années signent nos licenciements, privant la population des services les plus basiques et tirant profit de notre sueur et de nos larmes. Nous parlons ici des politiciens et des patrons qui peuvent bien être favorables à l'indépendance, mais que nous ne verrons jamais à nos côtés, aux côtés de ceux d'en bas.

C'est dire que notre volonté est d'être nous mêmes, le peuple, quelle que soit son identité culturelle, qui décidions de ce que nous voulons faire de nos vies, sans que personne ne nous consulte. Les changements sociaux s'opèrent par le bas, sur la base de l'éducation et de la culture, sur celle de notre activité quotidienne, parce que ce à quoi aspire la majorité sociale de Catalogne ce n'est pas, une fois de plus, se découvrir bernée par les politiciens et le patronat, elle aspire à être libre. Il est évident qu'un référendum ne peut nous suffire, que des élections ne nous suffisent pas ; il faut être vraiment aveugles pour n'être pas conscients du cirque et des petits jeux qu'ils ont montés avec Madrid dans le seul objectif de se perpétuer au gouvernement, de ne pas perdre d'électeurs et de continuer à se sucrer. Les décisions prises ces dernières semaines ont elles quelque chose à voir avec ce que veulent les gens? Non nous ne nous laisserons pas tromper une fois encore, après tant d'autres.

Mais avons-nous besoin d'un État pour être indépendants ?

Nous ne nions pas les sentiments d'enracinement des personnes, envers leurs territoires comme envers ceux qui y "convivent". Cependant, nous pensons que ce sentiment naturel d'enracinement ne doit en aucune manière être institutionnalisé, sous peine de produire sans aucun doute une dérive vers l'apparition de structures de domination, comme en est l'État, sur base d'identité culturelle, linguistique, territoriale, religieuse ou de quelque autre nature.

Imaginer que la Catalogne a besoin d'un État, à partir du fait historique qu'elle a possédé par le passé ses propres institutions de gouvernement et d'administration est une erreur. La nation et l'État sont des phénomènes indépendants l'un de l'autre. Tout État a toujours servi d'instrument d'asservissement du peuple aux classes dominantes. Pour autant, jamais aucun État n'a surgit comme libre expression de la classe dominée, au contraire comme exposant de sa soumission. Il est erroné de parler de «propres institutions» puisqu'elles ne sont la propriété que des classes dominantes, que ce soit avec le roi Jaume ou avec Artur Mas.

Quant à nous, nous proposons que ce sentiment naturel soit géré selon les principes que nous appliquons à tout : l'absence totale d'impositions. Dans la perspective anarchiste c'est toujours la libre association ou libre fédération qui est proposée comme forme organisationnelle des peuples.

Comment nous organiserions-nous sans État ?

La libre fédération part du fait que l'élément de base de la société est l'individu lui-même, lequel tend à se grouper avec d'autres pour former des communautés. Ces communautés conviviales, qui peuvent être des clans, tribus, villages, municipes, quartiers ou communes ont le droit et la possibilité de s'associer entre elles selon les formes de leur choix. Normalement ces noyaux se regroupent de manière spontanée, donnant lieu à des collectifs plus étendus qui partagent des éléments communs : langue, coutumes, y compris jusqu'à des normes de convivialité.

Ce fait de construction sociale, plus ou moins spontané, n'est pas négatif mais bel et bien naturel. Le principe de libre association est la règle pour autant que ces communautés s'associent de façon volontaire et que soient respectés et pris en compte dans chacune d'elles les individus qui les composent. Pour y parvenir, les outils de gestion que propose l'anarchisme sont l'assemblée au sein de chaque communauté et les fédérations dans les cas d'associations entre différentes communautés. Dans ces cas la fédération n'est rien de plus que le groupement de diverses assemblées ayant la capacité de s'unir et de se séparer quand elles le désirent, et dont les accords, puisqu'ils sont établis par leurs membres mêmes, sont assumés par eux en totale responsabilité.

Avec la libre fédération comme base de la société, il n'y a pas lieu à gouvernements. Il n'y a pas lieu à création de frontières, ni barrières culturelles ou linguistiques. Chaque groupe de communautés choisi de s'unir ou de se séparer en fonction des multiples variables que peut exiger la vie en société. Ainsi, cependant que l'on tendra vers un plus grand entendement global entre les être humains, seront maintenues des particularités et des idiosyncrasies locales, si bien que la société qui en résultera sera plus riche et plus hétérogène.

Mais, est-ce déjà arrivé quelque fois ?

Cette forme de société qui aujourd'hui peut nous sembler utopique et irréalisable était plus ou moins commune jusqu'à l'apparition des États modernes. Ce fait a grandement à voir avec l'apparition du capitalisme et de l'économie industrielle. Antérieurement, surtout dans le monde rural, étaient habituelles des formes de convivialité basées sur l'assemblée (Conseil, Bazarre...) et sur la propriété communale des moyens de production. Au point que quelques caractéristiques de ces sociétés ont perduré jusqu'à peu d'années en arrière dans certaines zones rurales isolées. À vrai dire ce n'étaient pas des sociétés parfaites, mais elles nous servent à comprendre que ce qui maintenant nous semble l'ordre social normal, c'est-à-dire les États, les gouvernements, les nations, etc. ne sont qu'un instant dans l'histoire de l'espèce humaine.

Et dans une société comme la nôtre ?

Ce qui parfait la libre association en tant que base sociale c'est qu'elle peut trouver application dans n'importe quel cadre, même pour une société provenant du capitalisme industriel. La dynamique propre au fédéralisme tendra à la convertir en une autre, plus équilibrée, décentralisée et durablement viable. Dans cet ordre d'idées, l'anarchisme moderne a défendu et mis en pratique des systèmes d'organisation sociale et économique à partir de situations comparables celles d'aujourd'hui.

Le plus connu de ces systèmes dans l'anarchisme moderne est le communisme libertaire. Précisément, la CNT, la plus grande organisation du prolétariat catalan, opta pour ce modèle et pendant les années trente elle fit des tentatives pour l'implanter dans quelques municipes catalans et en d'autres points du territoire espagnol.

En juillet 1936 le soulèvement militaire fasciste se mua en détonateur de la révolution sociale et de l'implantation du communisme libertaire. L'anarchisme ne fut pas mis en pratique uniquement dans des régions rurales comme l'Aragon mais aussi à Barcelone et dans toutes les villes industrielles de Catalogne.

Étant données les conditions de l'économie catalane, les travailleurs prirent en mains des filières industrielles complètes et une infinité d'entreprises furent collectivisées. La société s'organisait au moyen d'assemblées et comités de rues, de quartiers et de centres de travail. Le peuple se réunissait et décidait de ce qui était le mieux pour lui-même. Toutes critiques prises en compte, la production industrielle tout comme la production agricole augmentèrent durant le temps de la révolution.

Pour nous, le cadre créé à partir du 19 juillet 1936 est un cadre exemplaire de plus pour une réelle indépendance de la Catalogne. Abolition de l'État et reconnaissance de la culture non pas seulement en son caractère de lien territorial, mais aussi en son identité de classe sociale. Il nous y est donné de voir la conformation d'une société issue d'une révolution, appliquant le principe de la libre association et confiant son avenir aux mains des personnes qui la composent, avec pour principes l'aide mutuelle et la solidarité.

Dans l'actualité, les logiques qui gouvernent la société sont pratiquement identiques à celles d'autrefois. Les formes ont changé, les instruments de contrôle ont été perfectionnés, mais la logique du capitalisme reste la même. C'est pour cette raison que des concepts tels que le communisme libertaire sont toujours de pleine validité.

Conclusion

La démocratie est au service de ceux qui détiennent l'argent, un nouvel État catalan sera au service de ceux qui en Catalogne détiennent l'argent. Notre option, c'est l'indépendance et l'autonomie, le communisme libertaire et la libre fédération, la liberté du début à la fin. Cette liberté ne concerne pas seulement la sphère culturelle, elle passe aussi par le fait de nous défaire de l'inégalité économique et des disparités relatives aux sexes, pour imaginer une économie où existe non pas le bénéfice mais la satisfaction des besoins de chacun. Cette liberté n'est compatible avec aucun État, avec aucun parlement, ni avec aucun référendum appelant à l'instauration de quoi que ce soit de cet ordre. Pour atteindre ce niveau nous devons être pleinement conscients que quand bien même nous voudrions voter et exprimer ce que nous ressentons, la liberté ne s'est jamais obtenue par demande, la liberté se prend. Cette liberté, beaucoup plus profonde, est celle que nous portons en nous depuis des siècles. L'indépendance de la Catalogne, de l'Aragon ou de la Galice, passent irrémédiablement par la révolution sociale et l'auto organisation du peuple. Pour y parvenir il n'existe pas de raccourci, le chemin est long et il n'y en a qu'un : la lutte constante et quotidienne dans nos villages, quartiers, lieux de travail, instituts ou universités. Le reste n'est que mirages dans le désert.